



الجمعية المغربية للتضامن والتنمية
Association Marocaine de Solidarité et de Développement

Guide sur l'Approche Participative

JUIN 2009

Ce document est réalisé dans le cadre du programme « Pour une meilleure participation de la femme au processus de développement ans la région du nord du Maroc » en partenariat avec Intermon Oxfam et avec l'Appui du Gouvernement de Navara

PREAMBULE

L'élaboration d'un guide d'utilisation pratique sur l'approche participative dans les projets communautaires constitue toujours une opportunité pour le renforcement des capacités des acteurs locaux. Ce projet s'inscrit dans le cadre d'une contribution à l'amélioration des conditions de conduite du processus de « participation ». Ce travail s'inspire des besoins pratiques quant à une utilisation méthodique et simple, susceptible de générer, nous l'espérons, une valeur ajoutée aussi bien technique que sociale pour ses utilisateurs.

Ce document est le fruit d'une modeste expérience développée par l'association marocaine de solidarité et développement et partagée avec ses partenaires. Il vise en objectif de mettre à disposition de tout un chacun un ensemble de méthodes susceptibles d'enrichir d'une part les débats sur « la participation » et d'autre part soutenir une animation territoriale porteuse de valeurs, de partage de responsabilités et dont les fruits profitent à ses femmes et à ses hommes d'une manière équitable.

Après la présentation en introduction de certains concepts et définitions se rapportant au développement participatif territorial, ce guide décrit en second lieu les notions de base de l'approche participative ainsi que les outils couramment utilisés dans le processus d'identification et d'analyse des différentes étapes des cycles de projet.

Finalement, ces réflexions doivent nous inciter à être à la fois plus modestes et plus pragmatiques, dans les ambitions générales, et plus précis, plus rigoureux, dans les objectifs spécifiques d'une intervention concrète ou d'une phase d'enquête et de diagnostic. Il faudrait éviter la facilité des discours généraux, qui deviennent vite incantatoires, et s'obliger à préciser les objectifs que l'on vise à travers telle action, à travers telle phase d'enquête au sein de cette intervention, les finalités que l'on donne à la « participation » des populations, et les modalités selon lesquelles elle va s'opérer.

Sommaire :

1. INTRODUCTION.....	4
1.1. Quelques notions de développement territorial participatif.....	4
2. LA PARTICIPATION	5
2.1. C'est quoi en fait?	5
2.2. Et pourquoi ?.....	6
2.3. Est-elle une garantie de succès pour les projets de développement ?	7
2.4. Et quelles sont les formes de participation	7
2.4.1. La participation de fait :	7
2.4.2. La participation volontaire :	8
2.4.3. La participation provoquée :	8
2.4.4. La participation imposée :	8
3. L'APPROCHE PARTICIPATIVE.....	8
3.1. Quelle signification ?	8
3.2. Et pourquoi une approche participative ?	9
3.3. Et elle permet quoi ?.....	9
3.4. Quels sont ses objectifs ?	9
3.5. Comment cette participation doit-elle être menée ?.....	9
3.6. Et ses bénéfices?	10
3.7. Quelles sont ses étapes ?	10
4. LE DIAGNOSTIC.....	12
4.1. C'est quoi en fait ?	12
4.2. Et quels sont ses principes	13
4.3. Et ses objectifs?.....	13
4.4. Et ses méthodes ?	14
4.4.1. La méthode accélérée de recherche participative (MARP)	14
4.4.2. Les types de MARP	16
4.4.2.1. L'étude prospective ou de base :	16
4.4.2.2. Les études thématiques :	16
4.4.2.3. Les études d'évaluation :	16
4.4.2.4. La planification participative :	16
4.4.3. Points forts de la méthode	17
4.4.4. Limites et contraintes	17
4.5. LES PRINCIPAUX OUTILS DE LA MARP	17
4.5.1. Remarques générales :	17
4.5.2. Les outils de travail du diagnostic participatif :	17
4.5.2.1. L'étude de documents	17
4.5.2.2. Les entretiens semi structurés :	18
4.5.2.3. Les techniques d'observation :	20
4.5.2.4. Confection de diagrammes, de cartes et de maquettes	21
4.5.2.5. Classement des priorités :	23
4.6. LE TRAITEMENT DES INFORMATIONS	24
4.6.1. Introduction et objectifs :	24
4.6.2. Description du lieu de la recherche:	25
4.6.3. Méthodologie :	25
4.6.4. Résultats:	25
4.6.5. Observations ; conclusions et recommandations:	25

1. INTRODUCTION.

1.1. Quelques notions de développement territorial participatif.

Le développement territorial participatif vise à positionner, sur le moyen et long terme, des projets territoriaux participatifs ; conciliant à la fois développement économique, équité sociale et protection de l'environnement tout en prenant en compte un ensemble de principes tels que la participation, le respect de la diversité, le partenariat...

En fait le développement peut être défini comme un processus par lequel un pays est capable de connaître une croissance durable, autonome et convenablement répartie entre les groupes sociaux et entre les individus.

- Il a donc une dimension économique (la croissance), mais elle est loin d'être suffisante. Et il a aussi une dimension sociale extrêmement importante. D'une manière simple, "Le développement est le fait que les hommes se nourrissent mieux, se soignent mieux, s'instruisent mieux, c'est donc l'évolution au cours de laquelle les besoins fondamentaux de l'homme sont progressivement satisfaits."
- Il a également une dimension éthique : Chaque homme a droit à la dignité. C'est le principe de la dignité de la personne humaine : selon lequel un être humain doit être traité en tant que fin en soi.

Au delà d'une philosophie d'action, il apparaît comme un développement à la base qui peut donc se définir comme étant un processus par lequel une société, à un moment de son histoire, s'organise pour une meilleure mobilisation et une meilleure utilisation des ressources et forces dont elle dispose, en vue d'atteindre un état jugé meilleur par elle-même conformément à ses aspirations et ses normes culturelles.

C'est aussi un objectif stratégique s'appuyant sur un certain nombre d'idées fortes, et perçues comme une condition nécessaire au développement, car c'est un développement centré sur les **besoins fondamentaux** des populations et sur leur propre **capacité d'organisation**.

Trois notions intimement liées sont donc à prendre en compte:

- La notion de territoire qui qualifie le diagnostic.
- La notion de diagnostic stricto sensu.
- La notion d'espace délimité intégré au territoire.

Et cette question de territoire, qu'est-ce que c'est ?

Au sens traditionnel du terme :

- Une entité géopolitique (un douar, un terroir, une commune, une province, une préfecture, une région);
- Une zone géographique déterminée par la composition du milieu (montagne, vallée, plaine, domaine forestier, parc naturel, etc.);
- Une zone de peuplement;
- Un espace économique passif réceptacle de projets décidés ailleurs, tels que les grands projets sectoriels (irrigation, industrialisation, villes nouvelles, etc.);
- Un espace culturel.

Pourtant, ses origines (notion de territoire) récentes se trouvent:

Dans une action spontanée d'acteurs politiques, économiques et sociaux, en réaction à une situation de crise (révolution industrielle, restructuration des grandes entreprises, programmes d'action sociale, etc.) ; dans le désengagement progressif des États ayant donné lieu aux mouvements de décentralisation.

Sur cette base, le «territoire » devient donc...

Un système complexe de relations et d'échanges pour une construction collective de ressources basé sur:

1. Un contenu socioculturel riche en savoir-faire et en patrimoine qui n'est pas limité par des frontières géopolitiques;
2. L'intervention des acteurs locaux (politiques, institutionnels, économiques, sociaux, culturels);
3. L'intervention d'acteurs extérieurs dont l'action a une incidence sur le territoire

Ce qui implique...

Une construction collective qui est à la fois le produit et la condition pour la production de ressources;

Qui s'articule avec des espaces de projets déterminés par les acteurs locaux;

Autour d'une définition: « Le territoire résulte d'une coordination des différents acteurs locaux autour d'un objectif commun, tout en respectant les intérêts de chacun ».

Encadré 1

L'approche territoriale : essai de définition

- S'appuie dans ses principes et ses fondements sur les concepts de l'approche participative comme étant une grande démarche
- Tire ses objectifs des concepts du développement local qui est une volonté politique de certains acteurs de changer la situation du territoire sur lequel ils vivent en entamant un processus et des actions en vue de construire, par leurs efforts conjoints avec le reste de la population, un projet d'avenir à ce territoire en intégrant les diverses composantes économique, sociale et culturelle en articulation constante avec les autres niveaux de décision.
- Est conçue pour répondre aux besoins d'acteurs de terrains: la présentation des principaux éléments conceptuels et théoriques doit permettre de comprendre la problématique étudiée et de se situer dans ce contexte, les éléments méthodologiques sont examinés et confrontés aux problèmes les plus souvent rencontrés sur le terrain afin d'être utilisables de façon pragmatique.
- S'applique à la notion du territoire qui peut être défini comme un espace physique dont les limites sont définies par des critères géographiques, administratifs, historiques, économiques humains etc.
- Constitue une plate forme compatible pour combiner et cohabiter avec l'approche paquet et l'approche genre
- Permet plus de mobilisation, de partage et de responsabilisation dans une vision guidée par les principes de la démocratie participative.

Encadré 2

Le projet de territoire consiste à :

i) mieux valoriser et mieux maîtriser les différents systèmes de relations qui existent sur ce territoire, ii) bien connaître ce système et apprendre les multiples manières de l'enrichir (diagnostic), iii) l'art de faire coopérer ensemble des entités administratives, politiques et autres, de différentes échelles (animation territoriale ou dynamique d'acteurs).

Dans les actions de coopération faisant l'objet de financements externes, le concept de « projet » est devenu familier et a généré beaucoup de « procédures » et outils. Ce mot « projet » est commun aux actions de développement au Nord et au Sud, et entre le Nord et le Sud, et peut être décliné de la même façon avec le même intérêt, mais aussi avec les mêmes déformations :

Alors avec ce mot « PROJET » utile mais piège, une seule consigne doit nous réunir : travaillons à l'émergence « du projet des acteurs et des actrices » et que ce soit au Nord ou au Sud la consigne doit être commune ! Ce n'est qu'à cette condition que la « participation » a du sens, sinon c'est du vent ou de la manipulation pour habiller les « procédures » !

Mais les risques des projets « locaux » pratiqués par beaucoup de structures de développement, sont intéressants à mener) : des interventions multiples et non coordonnées au niveau d'un même territoire et impliquant parfois les mêmes acteurs, un manque de coordination entre les services au sein d'une même structure, des dispositifs de participation (parfois fort intéressants en soi) mais qui se superposent les uns aux autres, des groupes sociaux parfois marginalisés, etc.

En définitive, déclarons la priorité à la prise en compte des acteurs et des actrices et de leurs projets avec les processus d'appui à l'émergence et d'accompagnement..

La participation est aujourd'hui une question d'actualité, un thème récurrent que l'on évoque en particulier dans le domaine de la coopération. Elle est bien ancrée dans les esprits, mais sur le terrain, un décalage persiste quant à sa mise en oeuvre.

Malgré un consensus sur ses principes, nombre d'acteurs du développement sont encore en quête du mode opératoire.

La participation est proposée dans le cadre plus large des principes de la gouvernance locale participative et de la recherche d'une citoyenneté véritablement opérante ; elle n'a de sens que dans un contexte historique, social, et institutionnel donné, et sa mise en oeuvre est facilitée lorsque plusieurs conditions sont réunies à savoir:

- La volonté de coordination des acteurs de développement dans l'analyse et la résolution des problèmes
- La mise en oeuvre d'un processus d'auto diagnostic visant à susciter des espaces de concertation, d'innovation et de négociation.
- Une politique claire de développement des compétences de tous les acteurs à travers des méthodes qui favorisent l'apprentissage mutuel et l'innovation.
- L'adoption par les institutions de solutions négociées et expérimentées permettant l'éradication de la pauvreté, l'exclusion et le démantèlement des mécanismes qui les génèrent.

Elle devrait permettre aux populations de décider et de s'impliquer dans le contrôle de leurs ressources vitales (auto développement), aux techniciens/animateurs et animatrices de libérer leur créativité (déconcentration), en assurant une prise en compte des spécificités locales dans l'élaboration des politiques et programmes de développement (décentralisation).

Encadré 3

Dans des cas trop fréquents, le caractère "participatif" du diagnostic sert de caution à des projets qui se déroulent ensuite de façon classique et "descendante". Puisque les actions ont été définies "avec" les populations, leur participation à la mise en oeuvre n'est plus considérée comme nécessaire. Or, la pertinence d'une action pour les populations à qui elle est destinée ne se réduit pas à la qualité du diagnostic, pas plus que la "participation" ne se limite à la contribution financière ou physique : les modalités de mise en oeuvre de l'action doivent aussi faire l'objet de négociations.

La participation est donc une perception partagée et un facteur de responsabilisation conduisant à la prise de décisions en commun. Elle commence par la concertation, passe par la négociation (des problèmes, solutions et approches) pour aboutir à la prise de décisions et à l'action.

Autrement dit la participation est, l'implication, la négociation, la concertation, l'information, la responsabilisation, la consultation, le partage, l'engagement, la collaboration.

2.2. Et pourquoi ?

Parce qu'elle permet :

- Une appropriation par la population, donc une durabilité des actions mises en oeuvre.
- D'obtenir une plus forte mobilisation des populations à moyen ou long terme par un travail d'animation et de sensibilisation sur le terrain
- D'optimiser les ressources financières dans un contexte de réduction de celles-ci et de démultiplication des intervenants.

En somme, au-delà des concepts et méthodes figées, la participation basée sur un ensemble de pré requis ne peut que s'inscrire dans le cadre d'un processus évolutif, qui varie selon les contextes et les acteurs en présence ; une ferme volonté de ces

derniers est alors porteuse de dynamiques de travail et de coopération en synergie, au service des objectifs du développement local respectueux des valeurs.

Encadré 4

La participation populaire suppose que des conditions morales et sociologiques soient réunies à l'échelle individuelle et collective:

- **Tout d'abord, les besoins sont à exprimer par les populations qui doivent manifester leurs centres d'intérêts et envisager concrètement des initiatives locales.**
- **En second lieu, les populations doivent adhérer totalement à l'initiative collective, être physiquement présentes et moralement engagées tout au long de la réalisation du projet.**
- **Enfin, l'adhésion doit se traduire par un certain degré d'organisation de la communauté locale. La réussite du projet nécessite, de la part de l'encadrement, une réelle intégration et une grande disponibilité des animateurs et animatrices chargés de la mobilisation.**

2.3. Est-elle une garantie de succès pour les projets de développement ?

- Les projets ont plus de chances de réussir s'ils répondent aux besoins prioritaires des populations.
- La participation communautaire doit continuer pendant toute la vie du projet. Elle permet d'assurer une continuité dans le soutien apporté par la communauté au projet. Ceci est vrai surtout quand il s'agit de projets qui demandent une maintenance permanente.
- Pour un bon fonctionnement de la participation de la population aux projets, il est indispensable que les agents de développement aient des compétences particulières.
- Il existe souvent des conflits entre les populations et les agents de développement parce que leurs points de vue respectifs diffèrent sur les problèmes et les solutions.
- Il est important qu'au départ, les agents de développement acquièrent une compréhension approfondie de la communauté dans laquelle ils ont l'intention de travailler.
- Il est essentiel qu'au sein de chaque communauté, il y ait des "leaders" qui soient à la fois motivés et respectés par la population.
- Il est important que les projets prennent en compte les conditions, les valeurs et les pratiques existantes au lieu de les ignorer.

Encadré 5

Les praticiens du développement participatif doivent être très attentifs concernant leur travail avec les populations. La participation est un processus, voire même un concept philosophique.

Dans ce sens il est important de noter que :

- **La participation ne consiste pas à transférer à la population des tâches et des charges matérielles et financières qui découlent de décisions prises en dehors d'elle, mais plutôt à échanger, partager et valoriser leur savoir et savoir-faire. C'est partir de leur vécu pour provoquer le changement.**
- **La participation ne consiste pas non plus à rechercher l'accord ou l'adhésion de la population à des projets ou programmes élaborés de façon unilatérale par des intervenants extérieurs.**
- **La participation n'est pas réservée seulement aux zones les plus difficiles ni aux seules catégories sociales les plus démunies.**

2.4.1. La participation de fait :

Cette forme de participation stipule que l'individu participe instinctivement parce qu'il appartient à un système familial, religieux ou traditionnel qui l'incite à participer par l'intermédiaire des relations affectives qui caractérisent ce système. Cette forme de participation est alors involontaire et caractéristique des sociétés fortement traditionnelles.

2.4.2. La participation volontaire :

Cette forme de participation provient de l'initiative des participants sans recours aux interventions extérieures. Elle émanerait d'un hypothétique passage des sociétés traditionnelles vers les sociétés modernes.

2.4.3. La participation provoquée :

Cette forme de participation comme son nom l'indique, est induite et stimulée de l'extérieur par des institutions ou des organismes afin de provoquer l'implication de la population dans tout processus de développement les concernant.

2.4.4. La participation imposée :

Cette forme de participation peut émaner du groupe lui même ou de l'influence extérieure afin de susciter une forme d'organisation au sein des participants.

Encadré 6

Les réunions collectives sont en outre des moments très ritualisés où les prises de parole ne sont pas libres. Faute d'une connaissance préalable suffisante des acteurs, de la diversité des positions sociales et économiques, on ne peut pas comprendre ce qui se joue dans ces réunions, et l'on court le risque de prendre le discours des notables pour l'expression consensuelle de la communauté. Le nombre de participants aux séances semble parfois pris comme un indicateur de "participation" mais il ne dit rien des contributions effectives au débat.

L'expérience prouve qu'une population ne peut être développée (au sens passif); au contraire, elle peut se développer (au sens actif) par son adhésion et sa participation. Ces deux valeurs indispensables pour appuyer les choix, se construisent lentement par la discussion et l'échange. La rareté des grands débats publics sur le devenir des régions ou des communes est notable. Les plans de développement resteront encore fragiles tant que le sentiment d'appartenance à un destin collectif n'est pas construit.

La participation volontaire organisée et reconnaissant aux populations leurs savoir-faire peine à émerger et la mobilisation de leur force de proposition reste encore un vœu pieux. En effet, les niveaux, les lieux, les formes et les méthodes de participation des populations au contrôle de la gestion de la chose locale sont encore à expliciter.

La participation de la société civile à la préparation des plans de développements locaux n'a pas été écartée, mais elle demeure assez limitée. Elle est tributaire des rapports entre les collectivités et le secteur associatif qui restent très controversés.

En effet, la confusion dans les rôles, due à une mauvaise communication en grande partie, fait que cette participation de la société civile oscille entre une prise en charge

3. L'APPROCHE PARTICIPATIVE.

3.1. Quelle signification ?

L'approche participative, est un outil privilégié permettant l'association active et responsable des populations. Elle est née du constat d'échec des stratégies d'intervention préconisées par le passé, ainsi que de la volonté assez récente des gouvernements d'intégrer la dimension "participation des populations" aux politiques de développement local. Elle vient en appui aux actions menées en faveur de la

décentralisation des services techniques, des efforts pour un désengagement de l'Etat et la privatisation des activités de production et de gestion.

L'approche participative n'est pas une fin en soi, mais un ensemble méthodologique (utilisant une série d'outils) qui vise à assurer les conditions nécessaires à la mobilisation et à la gestion des ressources locales. Elle contribue de ce fait au développement socio-économique du territoire.

3.2. Et pourquoi une approche participative ?

- Pour créer une base commune à la participation aux étapes de conception, de mise en œuvre d'un projet ou d'une activité qui est envisagée dès le stade de leur conception.
- Pour promouvoir des pratiques durables et accélérer l'échange d'opinions des différents acteurs.
- Pour inclure la nature changeante des limites des systèmes, la hiérarchie des acteurs parties/prenantes, la multiplicité des opérateurs et de l'entrepreneuriat collectif.
- Pour prendre en compte la communication, la coordination, le contrôle et l'exécution des projets dans le cadre du nouveau paradigme sur les approches participatives.
- Pour faire fructifier l'information et générer des connaissances supplémentaires au sein des groupes appartenant à ces systèmes (au lieu de les importer de l'extérieur), ce qu'en fait un élément essentiel.

3.3. Et elle permet quoi ?

- Une appropriation par la population, donc une durabilité des actions mises en œuvre.
- D'obtenir une plus forte mobilisation des populations à moyen ou long terme par un travail d'animation et de sensibilisation sur le terrain
- D'optimiser les ressources et financières dans un contexte de réduction des ressources financières et de démultiplication des intervenants.

3.4. Quels sont ses objectifs ?

Elle a pour objectif principal d'associer étroitement les populations dans la conception et la gestion de toutes les activités de développement de leur milieu territorial.

3.5. Comment cette participation doit-elle être menée ?

Différents processus et approches existent pour assurer la présence des différents acteurs tout au long d'un processus. La conception et l'application de l'activité d'un projet dépendent de la nature du projet et des activités du projet. Les étapes génériques d'une approche participative peuvent toutefois se définir de la façon suivante:

1. Identifier les différents acteurs ayant un rôle supposé dans la conception et l'application du projet (analyse des acteurs).
2. Communiquer et discuter des buts et objectifs du projet.

3. La conduite d'un exercice participatif avec un groupe d'acteurs particulier et une synthèse de leurs opinions sur le projet et les activités du projet, y compris la conception et l'application.

4. La compilation des commentaires des acteurs et leur éventuelle contribution/intégration dans l'application.

3.6. Et ses bénéfices?

Le principe fondamental de la participation est qu'elle améliore considérablement la qualité des décisions en rendant le processus plus efficace et plus constructif. Ce principe se fonde sur les bénéfices résultants de l'engagement du public et des acteurs dans les processus participatifs.

Ceux-ci comprennent :

- La création d'un ensemble de connaissance pour une prise de décision avertie et responsable.
- La mise en place d'appui solide vis à vis de ces décisions
- La mise en place d'une appropriation collective des problèmes et solutions
- La mise en place de capacité de mise en oeuvre locale.

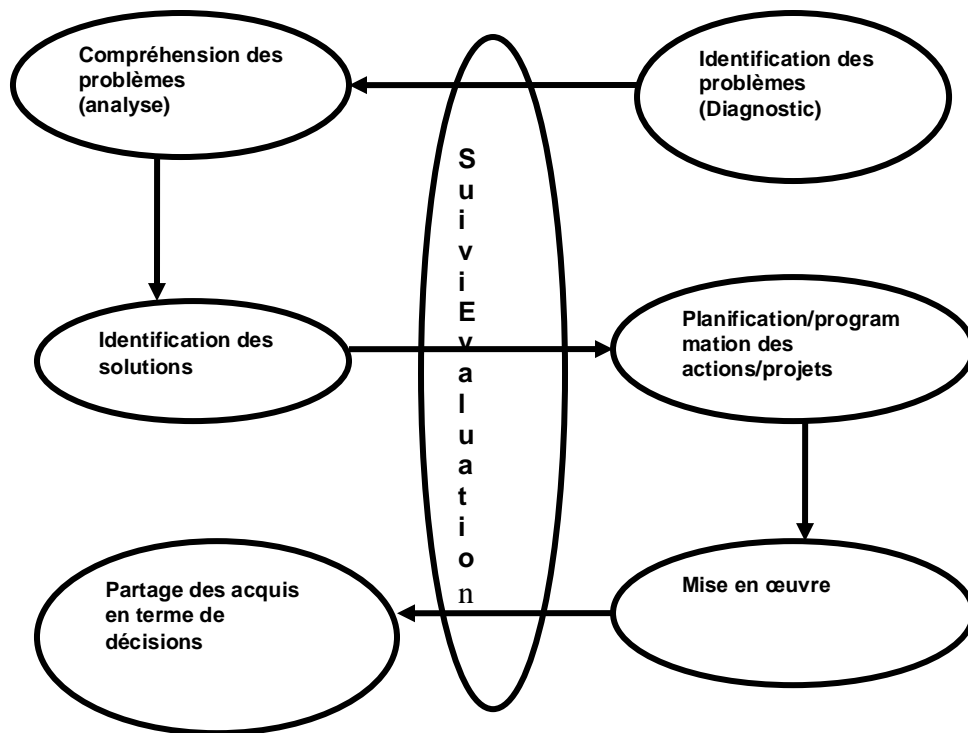
Encadré 7

Les approches participatives : un thème devenu "serpent de mer", résumant à la fois une évidence pour le montage d'un projet (impliquer les bénéficiaires dans tout le processus) et toute la difficulté de l'entreprise (le processus peut être faussé par de nombreux facteurs). Les enquêtes participatives doivent éviter certains écueils.

3.7. Quelles sont ses étapes ?

Elle comporte une série d'étapes que l'on peut résumer ainsi:

- identification/connaissance du milieu;
- sensibilisation/prise de conscience par les populations des enjeux du développement et des possibilités d'agir sur le milieu;
- identification des problèmes et recherche de solutions;
- organisation de la prise en charge et programmation des actions à entreprendre;
- formation thématique;
- évaluation périodique des actions en cours par les populations et suivi évaluation du programme et de l'ensemble de la démarche, débouchant sur une prise en charge progressive des actions de développement au niveau du terroir par les populations et une appropriation du processus par l'ensemble des intervenants (population, agents techniques, autres).



4. LE DIAGNOSTIC

4.1. C'est quoi en fait ?

La construction d'un programme d'actions se fonde sur le diagnostic du territoire. Dans une perspective de développement durable, l'appréciation de la situation et des tendances propres au territoire relève d'une approche nouvelle.

"Etat des lieux s'inscrivant dans une démarche stratégique de développement d'un territoire, le diagnostic n'est pas une monographie ou une simple description soi disant objective d'un territoire, il est le référentiel qui prépare le débat concernant un espace habité et doué d'une identité, aménagé et supportant des logiques de développement".

Encadré 8

La connaissance fine d'un territoire est complexe. Elle recouvre les champs de l'économie, du social, de l'environnement mais aussi de l'organisationnel et des relations institutionnelles.

La gestion des territoires est de plus en plus complexe. D'abord parce que la société elle-même est plus complexe. La gestion d'un territoire concerne aujourd'hui de nombreux types d'acteurs, dont les intérêts sont divers, parfois opposés. Ensuite, la crise de nombreuses institutions fait que certains traditionnels de dialogue ont perdu de leur importance et, avec eux, les personnes qui exerçaient des fonctions de médiation.

Organiser la connaissance constitue donc la base indispensable à l'expression des enjeux d'un territoire pour élaborer un projet ancré territorialement.

L'organisation de la connaissance permet d'identifier les atouts et faiblesses fonctionnels et structurels du territoire, de mettre en évidence des risques et enjeux qui le concernent directement et de repérer les éléments externes qui peuvent peser sur son développement.

Le diagnostic répond, habituellement, à un questionnement qui repose sur une grille d'analyse thématique (tourisme, transport, habitat, agriculture, éducation, culture, etc.), ainsi que le recueil et l'interprétation des données sectorielles correspondantes. Dans une perspective de développement durable l'approche se fonde sur une logique globale et l'identification des liens entre les différentes composantes du développement (économie, environnement, social, culturel). Le questionnement permet de dégager des enjeux locaux partagés explicites.

Le questionnement et l'approche prennent appui sur les enjeux permanents du développement durable, les spécificités du contexte local et les objectifs particuliers du diagnostic territoire. Ils permettent notamment de mettre en lumière, à partir de l'expérience locale, des préoccupations souvent ignorées dans les approches traditionnelles mais fondamentales en terme de développement durable : l'équité (sociale, entre territoire, individus ou générations), la subsidiarité ou encore la «gouvernance»

Encadré 9

Les diagnostics et planifications participatives relèvent de stratégies d'intervention fondées sur une exigence de dialogue approfondi et de pertinence des actions. Ils demandent de travailler sur les différentes étapes : cadrage général, identification des thèmes d'action, diagnostics spécifiques, choix des thèmes spécifiques et choix des modalités de mise en œuvre, modes de réalisation, évaluation, etc.) en s'interrogeant à chaque fois sur les échelles pertinentes (ce n'est pas toujours le village !), sur les informations nécessaires et sur la façon de les collecter, sur les points à débattre et à négocier avec les acteurs locaux (et lesquels), sur la nature et les modalités de la relation avec les différents groupes d'acteurs locaux.

C'est en fonction des réponses à ces questions que l'on peut construire une stratégie, qui couple enquêtes individuelles, observations, travail en groupe, mise en débat, etc. Et qu'il devient possible de choisir la façon de travailler la plus adaptée et les opinions les plus pertinentes à prendre en compte.

Là encore, une connaissance préalable minimale des pratiques et des rapports sociaux locaux est indispensable, pour identifier les groupes stratégiques, ceux qui partagent suffisamment d'intérêts, pour repérer les notables, les leaders, les animateurs naturels, pour être capables de comprendre ce qui, au-delà de l'enquête, se joue à travers les exercices collectifs, et tenter de construire un compromis sur des actions utiles au plus grand nombre. C'est à ce prix que l'on peut, sans trop jouer à l'apprenti sorcier, jouer un rôle constructif dans la mise en œuvre des projets.

Le diagnostic participatif ou encore méthode accélérée de recherche participative (MARP), met l'accent sur le rôle actif que doivent jouer les acteurs eux-mêmes dans l'analyse des problèmes et la planification des activités, les personnes extérieures au milieu se limitant principalement à un rôle de « facilitateurs ». ce ne sont plus les experts externes mais bien davantage la population locale qui doit se considérer comme détentrice des résultats obtenus au cours de l'enquête et qui doit être en mesure de prendre en mains les activités découlant de ces recherches.

La méthode de diagnostic participatif est un moyen d'encourager et d'aider les membres d'un groupe social à identifier, analyser et évaluer les contraintes et chances de leur développement dans un cadre temporel acceptable et à prendre des décisions fondées et opportunes sur des projets de développement

4.2. Et quels sont ses principes

Ils résident en particulier dans; *la triangulation* qui est un moyen parmi d'autres de garantir des résultats aussi complets et exacts que possible en vérifiant les informations par recoupement, en confrontant les points de vues, en ne se contentant pas d'une vision partielle de la situation. La triangulation vise à envisager tous les problèmes sous le plus grand nombre d'angles possibles (trois au moins). La triangulation s'applique aussi bien aux méthodes utilisées qu'aux acteurs concernés dans le cadre de la réalisation du diagnostic. Cette triangulation peut se réaliser en utilisant plusieurs outils de collecte d'information pour étudier le même sujet (enquêtes, entretiens, étude de documents, cartographie, observation), en partant du principe que chaque méthode va révéler des aspects différents ou complémentaires de la réalité et en écoutant différentes personnes/groupes sociaux ou «sources d'information» exprimant différents points de vue sur un sujet (ex : hommes/ femmes, jeunes/personnes âgées, associations/collectivité locale...).

- ❖ L'analyse de documents nous donne une indication sur un fait que nous ne pouvons pas expliquer ;
- ❖ les entretiens fournissent des données sur le comportement rapporté ;
- ❖ les observations sur le comportement actuel ; ces observations confirment en partie les informations des documents et des entretiens mais les complètent en donnant des explications aux statistiques.

4.3. Et ses objectifs?

- Faire un état des lieux/constats sur un sujet donné et dans un espace donné (quartier, village, territoire...) : problèmes, atouts, contraintes, opportunités... C'est en quelque sorte une « photographie ».
- Analyser les causes des phénomènes observés.
- Identifier les acteurs impliqués, leurs comportements, leurs besoins / intérêts, leurs stratégies, leurs relations.
- Identifier de façon concertée les priorités et les pistes d'action.
- Partager les informations.
- Jeter les bases d'un dialogue.
- Impliquer les acteurs concernés dans l'analyse des problèmes et des solutions, et ainsi favoriser leur participation tout au long de l'intervention. En effet, au-delà d'une simple photographie de situation, le diagnostic participatif constitue la première étape d'implication et de mobilisation des acteurs-clés du projet/de l'action. Le diagnostic participatif est en ce sens un outil de connaissance et d'analyse mais aussi un outil d'animation et de concertation.

Encadré 10

Interrogations

a) *Devant les biais des diagnostics rapides et « participatifs » faut-il revenir aux méthodes longues mais sérieuses de diagnostic approfondi anciennement pratiquées par la « Recherche/Développement » ?*

b) *Peut-on considérer qu'un diagnostic participatif rapide mené rigoureusement est suffisant pour enclencher des actions (car les vrais problèmes et les acteurs cachés n'apparaissent qu'au cours de l'action) ? Mais dans ce cas à trois conditions :*

- *considérer le diagnostic comme un point de départ d'un processus,*
- *avoir un système de suivi-évaluation avec une attention particulière aux non participants et aux impacts des actions sur les couches dominées,*
- *avoir des interventions relativement flexibles où tout n'est pas ficelé d'avance et où les possibilités de négociation sont réelles.*

c) *Comment éviter que la participation et le souci de « mettre les populations concernées d'abord » ne débouchent sur un « populisme idéologique ou méthodologique » qui, en définitive renforce les couches dominantes.*

d) *Comment avoir une « démarche inclusive » qui s'intéresse aux catégories dominées (les « femmes », « les pauvres », les personnes aux besoins spécifiques... tout en donnant satisfaction à la majorité de la population et en neutralisant les opposants (problématique très fréquente)*

4.4. Et ses méthodes ?

Méthodes qualitatives et quantitatives

Les méthodes qualitatives et quantitatives sont complémentaires.

La méthode quantitative permet d'obtenir des informations précises et chiffrées sur des faits (ex : quantité de déchets produit par habitant, % de déchets recyclables...). Ces données sont issues des différents organismes établissant des statistiques ou d'enquêtes.

La méthode qualitative permet d'acquérir des connaissances sur une réalité culturelle, économique ou sociale vécue quotidiennement. Ces connaissances sont généralement acquises par l'application d'une ou plusieurs méthodes suivantes : analyse de documents, observations, entretiens et rencontres avec des individus ou des groupes... Les méthodes qualitatives se caractérisent par une procédure ouverte, visant à déterminer «qu'est-ce qui existe» et «pourquoi il en est ainsi» plutôt que «combien il en existe». Elles permettent aux gens d'exprimer librement leurs opinions, points de vue et expériences.

Grille de comparaison :

Approche quantitative	Approche qualitative
On cherche à savoir «combien»	On cherche à savoir : «quoi», «pourquoi» et «comment »
Production de «chiffres»	Production de «mots»
Processus fermé	Processus ouvert
Analyse de faits «objectifs»	Analyse d'une réalité «subjective» (perceptions, attitudes, valeurs, etc.)
Vaste échantillon	Petit nombre d'informateurs et/ou études de cas

4.4.1. La méthode accélérée de recherche participative (MARP)

La MARP est une méthode de recherche participative, un processus continu d'apprentissage pour une meilleure connaissance des conditions et des problèmes des populations locales. C'est une approche éminemment anthropologique du fait qu'elle s'appuie sur le savoir-faire des populations locales et leurs pratiques. Elle met en évidence les virtualités d'auto développement d'un groupe social en faisant ressortir les opportunités et les contraintes du milieu. Ses principes résident dans la participation des communautés bénéficiaires qui revêt une importance lors de la

planification locale des projets. De même, la prise en compte des structures locales, des technologies, de la capacité financière et du contexte politique est fondamentale pour venir à bout des difficultés auxquelles font face les communautés.

Son objectif est d'appréhender les potentialités, l'état des ressources et les contraintes du milieu physique et socio-économique, ainsi que les stratégies des populations en matière de gestion des ressources locales.

La MARP se déroule selon cinq grandes étapes à savoir :

- la visite préliminaire ;
- la collecte des données (spatiales, temporelles, sociales et techniques) ;
- la synthèse et l'analyse des données ;
- la classification des problèmes par ordre de priorité et l'exploration d'opportunité pour leur résolution ;
- la planification du projet, sa mise en œuvre et son évaluation

Encadré 11

La MARP souffre en effet d'un certain nombre de flous conceptuels et pratiques, qui aboutissent trop souvent à en pervertir les ambitions et à en stériliser l'impact. Il nous semble important de prendre au sérieux ces problèmes, de les mettre en débat. Non pas pour proposer une nouvelle méthode clé en main, mais pour être vigilants sur ces pièges, et être capable d'y faire face, en fonction des contextes. Pour donner plus de réalités, plus de « corps », aux ambitions de la participation.

En terme de formalisation des outils d'expertise, le qualitatif, eu égard à la fausse innovation qu'il représente, est une méthode d'enquête classique en sciences sociales, pratiquée de longue date dans le développement. La nouveauté, s'il y en a une, est d'amener les techniciens à la pratiquer... ce que tous ceux qui ne se contentent pas de sortir de leur bureau pour aller dire aux paysans ce qu'il faut faire faisaient depuis longtemps eux aussi.

Encadré 12

Au-delà des MARP, toutes les enquêtes participatives posent un ensemble de questions, touchant aux objectifs de ces enquêtes, au processus au sein duquel elles s'insèrent, à l'équilibre entre objectif de connaissance et objectif opérationnel : quelle dimension « participative », en fonction de quels objectifs et enjeux, selon quelles modalités ? Une recherche ou une recherche-action passe par plusieurs étapes. Les questionnements, les outils, les interlocuteurs, les techniques d'enquêtes, sont à préciser pour chacune d'elles.

Comme pour toute enquête, la démarche et le questionnaire doivent être construits en fonction des finalités de l'enquête : connaissance pour qui ? Quel degré d'approfondissement : caractérisation, recherche, outil d'aide à la décision pour l'action ? Une démarche d'enquête peut combiner différents outils et mobiliser différents types d'interactions avec les acteurs locaux. La question centrale est finalement de savoir si la démarche adoptée est pertinente et cohérente par rapport à ses objectifs (de connaissance et/ou opérationnels), et si elle offre suffisamment de garanties de fiabilité des résultats (aux différentes étapes : modes de production des données, dépouillement et analyse, interprétation), toujours par rapport à ces objectifs.

En fait, l'originalité des méthodes dites « rapides » est le recours systématique à des outils standardisés issus de méthodes de travail de différentes spécialités, qui a permis de codifier des démarches utilisées empiriquement en expertise

Encadré 13

Or, l'une des ambiguïtés majeures des MARP est justement l'impasse faite sur ces conditions au profit d'une polarisation sur les outils visuels, comme s'ils pouvaient garantir l'engagement des participants dans un dialogue constructif et la production par les informateurs d'une connaissance fiable.

En écrivant par exemple « il est important pour ceux qui sont au contact pour la première fois avec la méthode, d'essayer d'inclure dans leur équipe des personnes ayant déjà acquis une solide expérience, les auteurs laissent penser implicitement qu'on peut s'en passer sans risques d'erreur irréversible. Ce n'est évidemment pas vrai. La méthode MARP ne contient pas en elle-même le minimum de rigueur méthodologique indispensable pour produire une connaissance qui puisse être considérée comme suffisamment validée : le fait que des informations aient été fournies par les populations n'est pas, en soi, un critère de validité, si les conditions d'une « rigueur du qualitatif » ne sont pas remplies. La reconnaissance du

La transformation de la MARP, en mettant en avant le souci de privilégier la parole des populations, de s'intéresser à leurs systèmes de connaissances, leurs représentations et leurs priorités, pose de façon plus cruciale encore la question de la confrontation des façons de voir de ces populations et des animateurs, et des conditions d'accès à leurs représentations. Elle soulève la question de la nécessaire maîtrise des techniques d'animation et de dynamique de groupe. La capacité à se distancier de ses propres modes de raisonnement et à entrer dans les catégories de pensée locales s'impose encore plus.

4.4.2. Les types de MARP

4.4.2.1. L'étude prospective ou de base :

Consiste à recueillir des informations générales sur un problème globalement défini, avec la nécessité de se concentrer sur les questions prioritaires. Les résultats de cette étude sont des hypothèses préliminaires ou des orientations qui serviront à des recherches plus approfondies. Il s'agit par exemple d'une étude sur les pratiques de gestion traditionnelles d'une zone donnée, ou l'identification de domaines prioritaires qui intéressent les acteurs.

4.4.2.2. Les études thématiques :

Consistent à approfondir les connaissances sur un sujet donné, souvent un sujet qui a été jugé important lors d'une étude de base. Les résultats peuvent déboucher sur des hypothèses plus précises, avec peut-être des recommandations en matière d'intervention. Par exemple: une étude sur le rôle du genre dans les questions de cogestion dans une région donnée ou une étude sur les connaissances des acteurs et leur intérêt dans la cogestion pour une pêche responsable.

4.4.2.3. Les études d'évaluation :

Consistent à évaluer les résultats d'un programme ou d'une intervention. Ces résultats comprennent le réexamen des hypothèses antérieures à la lumière de l'expérience vécue, d'éventuels réajustements de programme, l'évaluation d'une technologie qui a été introduite précédemment ou l'étude de l'impact d'un système de cogestion.

4.4.2.4. La planification participative :

Est le fait d'associer les acteurs à la planification ou à l'examen des actions qui les concernent. Ceci débouche généralement sur un programme ou un plan d'action et d'activités qui a été étudié et conçu par les acteurs. Il peut s'agir d'un exercice participatif destiné à concevoir un plan d'action de cogestion des ressources dans une région donnée.

4.4.3. Points forts de la méthode

- Contrairement aux méthodes classiques, la MARP permet de faire le point sur des situations dans un temps assez réduit. Non seulement elle réduit les coûts des projets mais elle garantit un minimum de fiabilité des informations grâce à l'autocontrôle exercé par les membres des focus groupes.
- Il est à remarquer également que, de part ses principes, la MARP valorise les populations locales en respectant leur savoir faire local et en les faisant participer au travaux au même titre que le personnel des projets.

4.4.4. Limites et contraintes

Malgré la rapidité de cette méthode pour la collecte des données de terrain, elle a encore un caractère extractif. L'analyse et l'explication des résultats restent en grande partie entre les mains des personnes externes au territoire.

4.5. LES PRINCIPAUX OUTILS DE LA MARP

4.5.1. Remarques générales :

Un point commun à toutes les institutions ayant mis en pratique les démarches du diagnostic participatif (DP) dans leurs activités au cours de ces dernières années est cet effort de tester avec soin les techniques d'enquête disponibles, de les adapter à de nouveaux domaines d'intervention, et si besoin est, de créer de nouveaux instruments. C'est la raison pour laquelle il existe des outils éprouvés et d'autres moins souvent mis à l'essai ; certains utilisables dans toutes les circonstances et d'autres réservés à des conditions locales bien déterminées.

Il ne suffit pas d'employer isolément certaines techniques DP de collecte de l'information pour qu'une enquête soit réellement un DP. Les techniques ne sont que des moyens de recueil et d'analyse d'informations pertinentes dans un processus participatif. Ce n'est qu'employées dans le cadre des concepts clés précédemment cités que ces techniques feront partie intégrante d'un DP.

4.5.2. Les outils de travail du diagnostic participatif :

4.5.2.1. L'étude de documents

Différents documents existent généralement sur le sujet traités et peuvent fournir des informations utiles pour analyser la situation : études et rapports, statistiques...

Ces documents sont généralement disponibles auprès des différents organismes publics : municipalité, services déconcentrés de l'Etat...

En font partie :

- Étude des sources d'informations secondaires (ESIS)
- La détermination des domaines clés d'utilisation d'indicateurs clés (DDUC)

Type	Contenus/processus	Moment d'utilisation
ESIS	les documents des projets, les études scientifiques antérieures, rapports annuels, les cartes topographiques, géomorphologiques, les indicateurs socio économiques, sans oublier les articles de journaux , les récits de voyage, etc..	la documentation devra être réunie par le chef de l'équipe avant le séjour sur le terrain lorsque les grands axes de l'enquête auront été définis avec le commettant et les groupes concernés.
DDUC	les principaux domaines de l'enquête	avant l'intervention sur le terrain et

et les problèmes majeurs sont déterminés à l'aide de questions clés, puis un plan d'enquête est élaboré qui fixe également les techniques de collecte à employer pour chacun des secteurs d'enquête. L'emploi judicieux des indicateurs clés exige beaucoup de pratique. Une initiation à cette technique est indispensable.	tout au début du séjour afin de déterminer les domaines d'intervention clés, identifier les groupes cibles dans le village ou dans le quartier et rendre observables certains phénomènes sociaux.
--	---

4.5.2.2. Les entretiens semi structurés :

Les entretiens semi- structurés sont des conversations informelles permettant de recueillir des informations. Ils sont au cœur de l'approche participative étant donné qu'ils peuvent être combinés à toutes les autres techniques de collecte de données. Ils permettent aux animateurs d'étudier en profondeur les problèmes du territoire et de découvrir les perceptions et opinions des différents groupes. Ils peuvent être menés de manière individuelle ou en groupe. Ils ont pour objectifs de :i) faire un inventaire préliminaire des problèmes et des atouts du territoire selon les perceptions des différents groupes, ii) d'approfondir les connaissances des principaux aspects caractérisant le territoire, iii) de recueillir les éventuelles solutions aux problèmes identifiés

En font partie :

- Les entretiens de groupes (EG)
- Les entretiens de communauté (EC)
- Les entretiens de groupe, entretiens avec des ménages/groupes, entretiens focalisés de groupes homogènes (Focus group), (FG)
- Entretiens avec des informateurs clés (EIC)
- Entretiens individuels (enquête individuelle) (EI)
- Chaînes d'entretiens (interview, etc.)(ECH)
- Récits de vie (RV)
- Autres types d'entretiens à identifier (AEI)

Type	Contenus/processus	Moment d'utilisation
EG	Peuvent être réalisés avec des personnes rencontrées par hasard (sur le marché, dans un café...) Ou avec des participants choisis de façon systématique (selon l'âge, le sexe, l'appartenance socio professionnelle, etc.) Lors de l'interview communautaire, l'interaction se produit entre la recherche et les participants. Elle diffère du focus group qui met en interaction les participants. Elle ressemble à une réunion publique, ouverte à toute la communauté. Le nombre de participants devrait être moins quinze personnes.	Dans toutes les phases de travail sur le terrain, après la détermination des domaines clés de l'enquête et des indicateurs clés
EC	La population totale du village, du quartier ou du douar est invitée afin d'obtenir des informations et des idées sur la planification, la mise en œuvre et l'évaluation des projets de développement	idem

FG	<p>La technique des «discussions en groupe focal» se distingue de celle des entretiens individuels. Un groupe focal est un groupe de discussion qui réunit des personnes du même milieu ou ayant des expériences semblables pour discuter d'un thème précis. La discussion en groupe focal ne correspond pas à un entretien dans lequel le modérateur (animateur, «facilitateur») pose des questions précises auxquelles doit répondre le groupe. Les participants d'un groupe focal discutent, au contraire, librement d'un sujet déterminé.</p> <p>La particularité du groupe focal est qu'il est orienté sur un thème d'intérêt spécifique («focus») que le modérateur garde à l'esprit. Il tente d'inciter les participants à approfondir le sujet durant la discussion, afin d'obtenir davantage de renseignements sur leur mode de penser.</p> <p>L'application de la méthode de groupes focaux présente différents avantages et inconvénients par rapport à d'autres méthodes. L'essence du focus groupe est d'amener chaque participant à se situer et à réagir par rapport aux opinions et aux affirmations des autres. il a pour objectifs de :i) prendre connaissance et évaluer la diversité des vues et opinions sur un sujet, ii)de donner aux participants la possibilité d'exposer et d'expliquer leurs demandes et leurs attentes ;iii)de déterminer le degré de consensus existant sur un sujet donné.</p>	idem
EIC	<p>L'interview des informateurs clés est une méthode très utilisée par les agents de développement. Ces informateurs sont des personnes qui, de par leur ancienneté, leur position sociale et/ou professionnelle, en rapport avec les préoccupations de la recherche, peuvent fournir des informations, des idées et des perceptions intéressantes.</p> <p>Les leaders d'opinion sont les personnes qui, par leur réputation, leur charisme et leur influence, sont en mesure de susciter une mobilisation sociale. Ils peuvent être, mais pas nécessairement, des informateurs clés.</p>	Idem
EI	<p>L'enquête est menée auprès d'un échantillon de personnes sur la base d'un questionnaire pré-établi. Le questionnaire peut inclure deux types de questions : les questions ouvertes et les questions fermées ou semi fermées:</p> <p>un échantillon hétérogène représentatif, si l'on traite d'un thème général et que l'on veut avoir des informations / points de vue de l'ensemble d'un groupe / d'une population. Dans ce cas, il faudra veiller à ce que les personnes enquêtées soient représentatives de la</p>	idem

	diversité de la population : groupe (jeunes, adultes, personnes âgées, hommes, femmes...). Concernant le questionnaire : Bien qu'il existe des similitudes avec l'interview des informateurs clés, des nuances subsistent entre les deux approches. L'interview des informateurs clés permet d'obtenir des informations sur autrui alors que l'interview informelle s'adresse aux interlocuteurs mêmes.	
ECH	Une chaîne d'entretien comporte plusieurs entretiens successifs conduits avec des personnes impliquées dans les différentes étapes d'un même processus (par exemple le processus de commercialisation d'un produit)	idem
RV	Outil d'importance, utilisé généralement pour l'approfondissement des connaissances sur un sujet donné. Il s'agit de s'informer moyennant une série d'étape sous forme de narration et à objectif d'identifier les moments les plus cruciaux ayant aidé à résoudre un problème ou les événements ayant engendré des difficultés	idem
AEI	Autres outils à identifier	Selon les objectifs

Encadré 14

La place des entretiens collectifs ou des focus group dans le processus de recherche, la façon de les préparer et de les animer, les personnes à mobiliser, diffèrent selon leur objectif : s'agit-il en effet d'une première exploration de la problématique avant des enquêtes individuelles, de tester des hypothèses issues d'un travail préalable ou encore de vérifier la validité de données obtenues par d'autres sources ? Là dessus, la « méthode » est muette. Le « package » de la MARP ne peut donc se substituer à une « politique du terrain », d'autant que la polarisation sur les outils visuels finit par en faire des buts en soi.

4.5.2.3. Les techniques d'observation :

L'observation est une méthode qualitative. Le mot « observer » implique que l'on observe une action ou un acteur (ex : comportement des jeunes concernant les déchets) avec une attention particulière. L'observation peut également impliquer de prendre des photographies (ex : un point noir du quartier) ou de filmer une situation.

En font partie :

- Observation directe, non formalisée (information observation)(OD)
- Observation participante (OP)

Type	Contenus/processus	Moment d'utilisation
OD	Il s'agit d'enregistrer de façon approfondie et systématique des phénomènes et processus d'observation dans un milieu donné. L'observation directe devrait en général être recoupée pour vérification avec les entretiens d'informateurs clés. Les bandes magnétiques, les caméras et blocs notes constituent certes des auxiliaires utiles, mais ils ne seront jamais utilisés sans l'accord des personnes interrogées ; dans une enquête à démarche participative. ce sont des personnes	A tout moment pendant le séjour sur le terrain de jour comme de nuit

	concernées qui les utiliseront elles-mêmes	
OP	Il s'agit d'une collecte d'information basée sur l'observation d'aspects, de caractéristiques précises d'une société donnée. C'est une démarche différente de l'observation participante, utilisée en ethnologie, qui est un processus à long terme, axé sur des aspects socioculturels perçus de l'intérieur grâce à l'insertion de chercheur dans le milieu. Pour l'observation directe, il est préférable d'être en équipe afin de limiter les biais que provoquerait un observateur seul.	Dans toutes les phases du projet

4.5.2.4. Confection de diagrammes, de cartes et de maquettes

En font partie :

- Les transects : parcours systématique des lieux et élaboration consécutive de diagrammes en coupe horizontale de l'espace (TR)
- Calendriers saisonniers, journaliers ou annuels, simples ou composés (CI)
- Tendances et profils (TPH)
- Cartes de structures sociales et des rapports sociaux (CS)
- Maquettes (models) (MQ)
- Diagramme de VENN

Type	Contenus/processus	Moment d'utilisation
TR	<p>Le transect est un outil de collecte de données. Il complète la carte des ressources du territoire en apportant des détails supplémentaires sur les ressources environnementales, économiques et sociales existant dans un territoire. Si la carte des ressources du territoire donne une perspective (vue) aérienne de l'espace, le transect nous en donne une coupe horizontale, c'est-à-dire un profil des diverses zones. Il s'agit donc d'une carte unidimensionnelle sur laquelle est tracée une ligne qui traverse la zone et que l'on suit pour y relever toutes sortes d'éléments. Le transect permet d'organiser et d'enrichir les informations spatiales et de relever les conditions locales dans le territoire. Les informations sont recueillies sur la base de l'observation directe et en suivant une ligne droite en marchant d'un bout à l'autre du territoire de la communauté.</p> <p>Il est également un outil qui peut être utilisé aussi bien en milieu rural qu'en milieu urbain. Il est réalisé avec l'aide des informateurs locaux et tout ce qui est rencontré est discuté avec les villageois et noté. Il a pour objectifs de : i) compléter et vérifier sur place les informations obtenues grâce aux cartes du territoire et aux entretiens semi structurés, ii) découvrir la diversité du territoire diagnostiqué, iii) recueillir les éventuelles solutions aux problèmes identifiés</p>	Dans la première phase de séjour sur le terrain
CL	Les calendriers permettent d'étudier les changements se produisant au niveau des moyens d'existence à différents	On peut commencer

	<p>moments de la journée ou de l'année. Ils sont très utiles pour se faire une idée plus précise des activités menées aux différentes saisons et journées. Sans ces calendriers, on risquerait de s'en tenir uniquement à ce qui se passe au moment du diagnostic rapide.</p> <p>Ils aident à étudier différents thèmes, tels que la charge de travail en fonction des saisons ou les fluctuations des revenus au fil des mois. Les calendriers sont donc précieux pour approfondir les aspects liés au caractère saisonnier des moyens d'existence, tels que les disponibilités alimentaires, hydriques ainsi que les moments propices de vente des produits du territoire.</p>	<p>très tôt avec les entretiens de cette nature. Les résultats sont discutés en commun et au fur et à mesure avec le groupe</p>
TPH	<p>C'est un diagramme qui essaie de retracer les principaux événements historiques qui ont marqué la vie d'une communauté et des modifications décisives perçues et en particulier ceux ayant un lien avec l'objet du diagnostic. C'est en général, le premier outil réalisé sur le terrain, il présente plus d'intérêt dans le milieu où la communauté a une histoire commune.</p> <p>C'est l'outil qui permet de « briser la glace » et d'enclencher la dynamique d'échange entre l'équipe et la population. Il a pour objectif de connaître les événements historiques importants qui ont eu un impact sur l'évolution du territoire.</p>	<p>La réalisation des tendances et profils historiques au niveau du village devrait en tout être achevée avant les discussions portant sur les activités éventuelles des programmes et les possibilités d'innovation</p>
CS	<p>Tracées par les populations, elle met en évidence les représentations locales de l'espace et les perceptions endogènes de l'environnement. Elle apparaît comme une image offrant une vision globale des infrastructures, de l'occupation de l'espace, des enjeux fonciers, des problèmes d'insalubrité, etc. elles ont pour objectifs de : i) structurer et visualiser les connaissances des habitants sur leur site objet de l'intervention ; ii) mettre en évidence les perceptions et les centres d'intérêt des différents groupes socio-économiques concernant l'utilisation des ressources de la zone, iii) renforcer la confiance en soi des habitants en leur permettant de réaliser des tâches qu'ils pensent ne pas être en mesure d'accomplir.</p>	<p>Dans la première phase de séjour sur le terrain</p>
MQ	<p>L'élaboration des maquettes s'est avérée particulièrement utile afin de faire collaborer aux processus de décision des membres de la communauté qui, sinon ne prendraient pas ou peu la parole. Elle est surtout conseillée dans l'élaboration des diagnostics de quartier. En conduisant un</p>	<p>En général dans la deuxième moitié ou vers la fin de</p>

	<p>jeu de planification à l'aide d'une maquette de quartier réalisée avec des ciseaux, de la colle et du papier, les habitants du quartier seront en mesure de planifier une rénovation peu coûteuse de leur quartier et de décider eux-mêmes des actions à entreprendre.</p>	<p>l'intervention sur le terrain, quant il s'agit de planifier des actions et des changements</p>
DV	<p>Il permet de représenter sur un schéma les différents acteurs opérationnels locaux et externes, leur importance et leurs interactions en rapport avec les préoccupations des chercheurs et du projet. Le diagramme est réalisé en traçant un grand cercle qui représente le quartier. Tout autre cercle à l'intérieur de celui-ci représente une organisation locale. Les organisations extérieures ayant un impact sur le quartier sont symbolisées par des cercles dont le centre est à l'extérieur et qui recoupent le quartier. La taille du cercle est fonction de l'importance de l'organisation. Les relations entre les organisations sont symbolisées par une intersection dont l'importance traduit l'ampleur des liens.</p>	<p>Les cartes représentant les systèmes de rapports sociaux et les processus de décision demandent une connaissance plus approfondie du milieu</p>

4.5.2.5. Classement des priorités :

En font partie :

- Classement hiérarchique simple (CHS)
- Classement par paire/classement complexe (CPCC)
- Classement par matrice directe (CMD)
- Classement selon le niveau de prospérité/stratification sociale (CNP)

Type	Contenus/processus	Moment d'utilisation
CHS	<p>Avec ce mode de classement, il est possible de définir rapidement les problèmes ou les préférences des individus et de les comparer aux estimations d'autres personnes. on fait appel pour cela à un système de points, qu'il s'agisse de classer les plats préférés d'une personne ou les problèmes majeurs</p>	<p>Les classements portant sur l'utilisation des ressources ou sur les activités peuvent être utilisés à tout moment de l'intervention sur place. Les classements portant sur les personnes (données sociales) seulement dans la deuxième moitié du séjour</p>
CPCC	<p>L'arbre à objectifs peut mettre en évidence plusieurs actions / activités à mener pour résoudre le problème posé. Les acteurs ne disposent souvent pas des moyens suffisants pour traiter l'ensemble des problèmes et réaliser toutes les actions. En ce sens, il convient de choisir de façon</p>	<p>à tout moment de l'intervention sur place.</p>

	<p>concertée les actions jugées comme prioritaires. Pour établir un consensus sur les actions prioritaires à mener, on peut utiliser la matrice de classement par paire. La matrice peut également être utilisée avec différents groupes, afin de comparer leurs priorités.</p> <p>Pour chaque action, on demande au groupe de la comparer avec un autre de la liste et de choisir l'action qui lui semble la plus importante ; le groupe doit discuter, justifier son choix et trouver un consensus. Chaque choix est reporté dans la grille. L'exercice se poursuit jusqu'à ce que le tableau soit rempli. Pour compléter la grille de classement par paire, on compte le nombre de fois que chaque action a été choisie et on obtient ainsi une hiérarchisation des actions.</p> <p>Les actions sélectionnées le plus souvent seront les actions prioritaires.</p>	
CMD	<p>Dans ce cas, on attribue à une classe définie d'objets (par exemple des arbres) certains critères : (sert de bois de chauffage ; de bois d'œuvre ; intéressant pour ses fruits ; utilisé comme remède ; pour l'ombrage etc.) et on classe ces objets en fonction de ces critères en allant de bien approprié (note 5) jusqu'à inapproprié (note 1)</p>	<p>à tout moment de l'intervention sur place.</p>
CNP	<p>Le classement selon la prospérité est l'une des formes de classement utilisées le plus souvent et avec succès. elle permet de définir les différences de bien être telles qu'elles sont perçues par les interviewés et facilite une stratification sociale relative. Dans chaque société la prospérité est définie selon des critères différents. or le comportement de chaque individu, l'opinion qu'on a de soi et des autres ainsi que les stratégies respectives de réalisation sont considérablement influencées par cette perception. Les informations obtenues dans un classement qualitatif de prospérité sont donc souvent plus significatives qu'un recensement, aussi précis soit-il.</p>	<p>Selon la culture de la société, un classement selon le niveau de prospérité peut être réalisé soit quelques semaines après le démarrage de l'enquête ; soit plusieurs mois après ce démarrage</p>

4.6. LE TRAITEMENT DES INFORMATIONS

L'ensemble des informations collectées doivent être traitées (traitement statistique dans le cas d'une enquête par questionnaire) confrontées et compilées dans un rapport, qui peut être structuré de la façon suivante :

4.6.1. Introduction et objectifs :

Ce chapitre doit permettre au lecteur de se situer par rapport aux questions intégrées dans l'étude et de décrire explicitement les objectifs de l'analyse.

4.6.2. Description du lieu de la recherche:

Ce chapitre explique les raisons du choix du lieu de l'étude et fournit des informations sur la population d'étude et leurs caractéristiques sociales, économiques, ethniques, etc.

4.6.3. Méthodologie :

Ce chapitre décrit en détails l'approche méthodologique ainsi que, pour les enquêtes, la taille et les caractéristiques de l'échantillon.

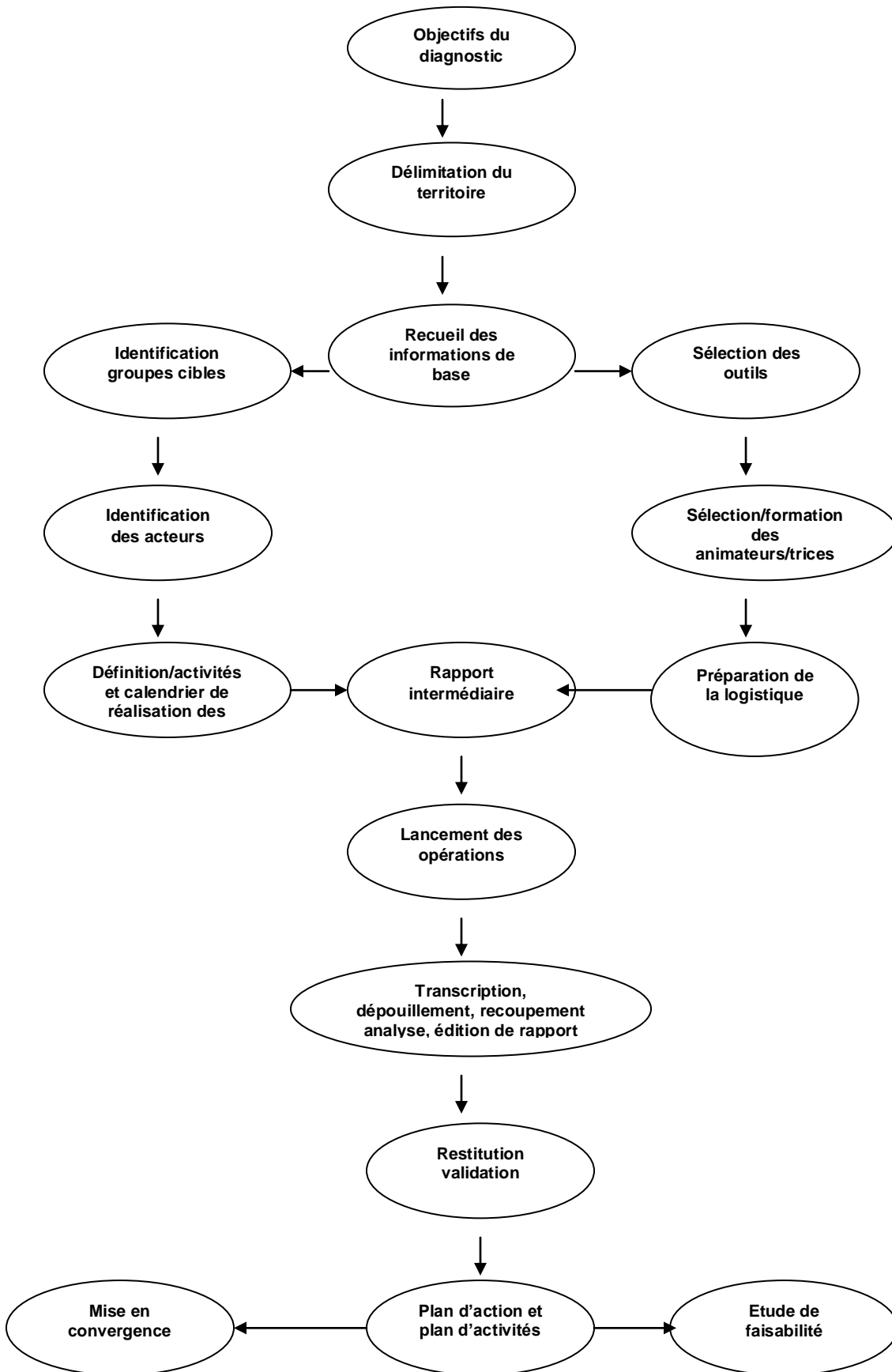
4.6.4. Résultats:

Cette section est constituée de réponses détaillées aux questions exposées dans l'introduction. Les résultats de toutes les activités de récolte d'informations par rapport aux questions de recherche doivent figurer dans le rapport.

4.6.5. Observations ; conclusions et recommandations:

Dans cette partie, le rapport se réfère aux objectifs et cerne les constats plus généraux et les conclusions à partir des résultats et de leurs limites. Quelle est l'importance des résultats de la recherche pour les activités à mener ? Quelles sont les recommandations à formuler pour des actions concrètes ?

Exemple d'un schéma de méthodologie



BIBLIOGRAPHIE

- Les méthodes participatives de recherche et de planification dans la coopération, (diagnostic rapide en milieu rural et diagnostic participatif), GTZ, 1994.
- Le diagnostic territorial au regard du développement durable, ARPE-DEVELOPPEMENT.
- "Programmation et préparation de petites opérations de développement rural", FAO, Rome, 1992.
- « pour une pratique rigoureuse des enquêtes participatives », (Philippe Lavigne, GRET, 2000)
- « Un aperçu sur les approches participatives pour la préparation des PANA »
« Approches Participatives : vue d'ensemble »
- Approches communautaires et méthodes participatives, (PMEDP, 2002)
- Gestion du développement local, (MDSFS, janvier 2007)